

8 mars 2013 : l'égalité

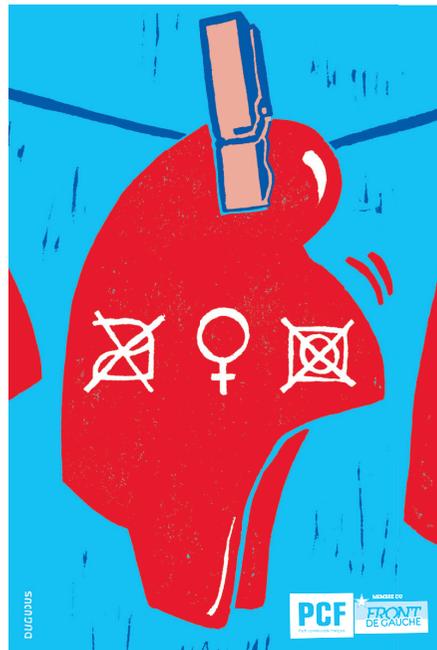
C'est possible maintenant !

Le 8 mars est une journée emblématique des luttes des femmes pour faire reculer les discriminations, les dominations, conquérir l'égalité des droits. Le ministère Droits des femmes, pour lequel nous nous sommes battues, doit maintenant avec le gouvernement de gauche, entendre les voix des femmes et des hommes, qui, il y a un an avec raison, congédiaient Nicolas Sarkozy. Il faut donc écrire une nouvelle page dont le fil conducteur est l'égalité.

L'égalité professionnelle tant promise, n'est toujours pas appliquée malgré la profusion des lois. Les discriminations, les inégalités salariales, la précarité de l'emploi des femmes sont toujours les normes et l'accord national interprofessionnel (ANI), constitue un recul sans précédent, véritable amplificateur de ce que les femmes, les Licenci'elles, les Sodimédicals, et beaucoup d'autres vivent.

Nous rejetons cet accord inique et nous exigeons une réelle égalité professionnelle (avec des sanctions judiciaires pour les entreprises contrevenantes), une loi contre les licenciements boursois et l'abrogation de la loi sur les retraites avec départ à 60 ans pour toutes et tous.

Le droit à la santé pour toutes et tous est une urgence, d'autant que la loi Bachelot (loi hôpital-patient-santé-territoire) continue à s'appliquer entraînant une véritable casse du service public de santé.



8 mars 2013 : l'égalité

C'est possible maintenant !

Le 8 mars est une journée emblématique des luttes des femmes pour faire reculer les discriminations, les dominations, conquérir l'égalité des droits. Le ministère Droits des femmes, pour lequel nous nous sommes battues, doit maintenant avec le gouvernement de gauche, entendre les voix des femmes et des hommes, qui, il y a un an avec raison, congédiaient Nicolas Sarkozy. Il faut donc écrire une nouvelle page dont le fil conducteur est l'égalité.

L'égalité professionnelle tant promise, n'est toujours pas appliquée malgré la profusion des lois. Les discriminations, les inégalités salariales, la précarité de l'emploi des femmes sont toujours les normes et l'accord national interprofessionnel (ANI), constitue un recul sans précédent, véritable amplificateur de ce que les femmes, les Licenci'elles, les Sodimédicals, et beaucoup d'autres vivent.

Nous rejetons cet accord inique et nous exigeons une réelle égalité professionnelle (avec des sanctions judiciaires pour les entreprises contrevenantes), une loi contre les licenciements boursois et l'abrogation de la loi sur les retraites avec départ à 60 ans pour toutes et tous.

Le droit à la santé pour toutes et tous est une urgence, d'autant que la loi Bachelot (loi hôpital-patient-santé-territoire) continue à s'appliquer entraînant une véritable casse du service public de santé.



Exigeons du gouvernement l'abrogation de la loi Bachelot, un moratoire contre les fermetures d'établissements hospitaliers et les regroupements de services.

Demandons la mise en place d'une vraie démocratie sanitaire permettant des débats renseignés et sérieux sur toutes les grandes questions de santé publique. Le grand public doit accéder à des informations sérieuses sur l'ensemble des choix contraceptifs. De réels contrôles doivent être organisés sur les médicaments, loin des pressions européennes et de celles des firmes pharmaceutiques.

Les salarié-es du secteur santé doivent bénéficier de droits et de pouvoirs nouveaux.

Les violences contre les femmes ne sont hélas toujours pas éradiquées, malgré la loi du 9 Juillet 2010. Souffrirait-elle du manque de moyens et d'insuffisances pour sa réelle application ?

Créons les conditions de l'adoption d'une loi cadre, comportant des mesures de prévention, d'éducation et de sanctions avec des moyens humains et financiers pour leurs mises en œuvre.

A bas l'austérité, ce remède qui aggrave la crise ! Pendant que les grands groupes du CAC 40 vont toucher 20 milliards d'euros, des milliers de femmes et d'hommes renonceront à leurs besoins les plus élémentaires. Cela suffit.

Il est grand temps de mobiliser l'argent, les pouvoirs dans le sens des intérêts populaires.

En ce 8 mars 2013, nous tenons à faire entendre nos exigences pour libérer les sociétés du poids de la domination masculine (le patriarcat), pour permettre d'évoluer d'un pas de géant dans l'intérêt des besoins humains.

Ensemble, élargissons cette belle chaîne de sororité, féminin de fraternité, pour transformer notre quotidien et gagner un vrai changement.



**EMPÊCHONS
LE MEDEF
DE FAIRE LA LOI**

L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE !

**FRONT
DE GAUCHE**
www.placeupeuple.fr

Citoyennes, militantes, féministes, rebelles, ensemble, nous sommes une force déterminante pouvant obliger la gauche gouvernementale à ne pas écouter les sirènes de ceux qui méprisent les femmes et les hommes.

En ce 8 mars, nous voulons exprimer, avec force, notre solidarité envers toutes ces femmes qui agissent partout dans le monde contre l'opresseur quel qu'il soit. Tunisiennes, Égyptiennes, Iraniennes, Syriennes, Palestiniennes, Maliennes... Partout les femmes se lèvent pour la liberté, la paix, la dignité et l'émancipation humaine.

Hier à la pointe de ce que l'on nomme « printemps arabes », les femmes sont aujourd'hui encore au premier rang pour empêcher les dérives sectaires, autoritaires et obscurantistes qui veulent entraver les mouvements de libération des peuples.

Exigeons du gouvernement l'abrogation de la loi Bachelot, un moratoire contre les fermetures d'établissements hospitaliers et les regroupements de services.

Demandons la mise en place d'une vraie démocratie sanitaire permettant des débats renseignés et sérieux sur toutes les grandes questions de santé publique. Le grand public doit accéder à des informations sérieuses sur l'ensemble des choix contraceptifs. De réels contrôles doivent être organisés sur les médicaments, loin des pressions européennes et de celles des firmes pharmaceutiques.

Les salarié-es du secteur santé doivent bénéficier de droits et de pouvoirs nouveaux.

Les violences contre les femmes ne sont hélas toujours pas éradiquées, malgré la loi du 9 Juillet 2010. Souffrirait-elle du manque de moyens et d'insuffisances pour sa réelle application ?

Créons les conditions de l'adoption d'une loi cadre, comportant des mesures de prévention, d'éducation et de sanctions avec des moyens humains et financiers pour leurs mises en œuvre.

A bas l'austérité, ce remède qui aggrave la crise ! Pendant que les grands groupes du CAC 40 vont toucher 20 milliards d'euros, des milliers de femmes et d'hommes renonceront à leurs besoins les plus élémentaires. Cela suffit.

Il est grand temps de mobiliser l'argent, les pouvoirs dans le sens des intérêts populaires.

En ce 8 mars 2013, nous tenons à faire entendre nos exigences pour libérer les sociétés du poids de la domination masculine (le patriarcat), pour permettre d'évoluer d'un pas de géant dans l'intérêt des besoins humains.

Ensemble, élargissons cette belle chaîne de sororité, féminin de fraternité, pour transformer notre quotidien et gagner un vrai changement.



**EMPÊCHONS
LE MEDEF
DE FAIRE LA LOI**

L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE !

**FRONT
DE GAUCHE**
www.placeupeuple.fr

Citoyennes, militantes, féministes, rebelles, ensemble, nous sommes une force déterminante pouvant obliger la gauche gouvernementale à ne pas écouter les sirènes de ceux qui méprisent les femmes et les hommes.

En ce 8 mars, nous voulons exprimer, avec force, notre solidarité envers toutes ces femmes qui agissent partout dans le monde contre l'opresseur quel qu'il soit. Tunisiennes, Égyptiennes, Iraniennes, Syriennes, Palestiniennes, Maliennes... Partout les femmes se lèvent pour la liberté, la paix, la dignité et l'émancipation humaine.

Hier à la pointe de ce que l'on nomme « printemps arabes », les femmes sont aujourd'hui encore au premier rang pour empêcher les dérives sectaires, autoritaires et obscurantistes qui veulent entraver les mouvements de libération des peuples.